

Acte certifié exécutoire

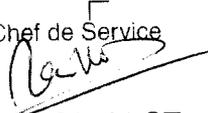
Réception par le préfet : 12/03/2010

Publication : 19/03/2010

Pour l'"Autorité Compétente"
par délégation

Direction de la Solidarité
Service Tarification
des Établissements Sociaux

Le Chef de Service


Nathalie MAILLOT

Colmar, le

ARRETE 2010 00130 DA
du 10 MARS 2010

**PORTANT fixation des prix de journée hébergement et dépendance 2010
de l'EHPAD « Notre Dame des Apôtres » à COLMAR**

- VU** les Codes de la Santé Publique de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment l'article 45 ;
- VU** le décret n° 2001-1085 du 20 novembre 2001 portant application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, notamment en son article 23 ;
- VU** la convention EHPAD 2008 -2012 signée le 16 juillet 2008 et son avenant en cours de signature ;
- VU** la convention relative au versement de la dotation globale afférente à la dépendance signée le 28 avril 2008 ;
- VU** les propositions de l'établissement ;
- SUR** proposition du Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2010, les classes 6 nettes pour les sections hébergement et dépendance sont respectivement fixées à :

- Hébergement : 1 184 646,07 €
- Dépendance : 192 286,21 €

ARTICLE 2 :

Les prix de journée applicables à compter du **1^{er} mars 2010** pour l'EHPAD « Notre Dame des Apôtres » à COLMAR sont fixés à :

Hébergement :

- Résidents de plus de 60 ans : 63,39 €
- Résidents de moins de 60 ans : 73,45 €

Le tarif afférent à la réservation correspond au prix de journée hébergement ci-dessus mentionné diminué du forfait journalier hospitalier en vigueur.

Dépendance :

Tarifs	Dont pris en charge par l'APA
GIR 1-2 : 14,03 Euros	GIR 1-2 : 10,25 Euros
GIR 3-4 : 8,90 Euros	GIR 3-4 : 5,12 Euros
GIR 5-6 : 3,78 Euros	GIR 5-6 : Néant

Le montant de la dotation globale versée à l'établissement est arrêté à :

85 647,79 €

ARTICLE 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter soit de sa publication ou de sa notification, soit du rejet du recours gracieux, soit en l'absence de réponse pendant deux mois au recours gracieux.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

LE PRESIDENT

P.

M.